

OUGANDA.

Amnesty International condamne les massacres « odieux et prémédités » commis par des rebelles ougandais

Index AI : AFR 59/02/96

Après le massacre, la semaine dernière, de plus de 115 réfugiés soudanais dans le nord de l'Ouganda, Amnesty International accuse aujourd'hui (jeudi 18 juillet 1996) deux mouvements d'opposition armée ougandais de commettre de telles atrocités de manière délibérée.

L'attaque du camp de réfugiés d'Achol Pii les 12 et 13 juillet derniers porte à plus de 300 le nombre de civils ougandais et de réfugiés soudanais tués au cours de raids lancés depuis mars 1996 par deux mouvements d'opposition armée, la Lord's Resistance Army (LRA, Armée de résistance du Seigneur) et le West Nile Bank Front (WNBF, Front de la rive occidentale du Nil).

« Les victimes ont été massacrées à coups de machette ou tuées par balles tirées à bout portant. Nous exhortons ces deux mouvements à cesser immédiatement de telles attaques. Aucun conflit politique ne donne le droit de massacrer ou de mutiler des êtres humains », déclare Amnesty International.

L'organisation de défense des droits de l'homme condamne sans réserve le massacre du camp d'Achol Pii, le meurtre de plus de 150 civils ougandais tombés dans une embuscade de la LRA près de Karuma en mars, ainsi que les attaques menées par le WNBF contre des réfugiés et des civils à Koboko et ailleurs dans le pays.

Dans le camp d'Achol Pii, qui accueille plus de 16 000 réfugiés ayant fui les régions en guerre du sud du Soudan, les victimes ont été tuées par balles tirées à bout portant ou massacrées à coups de machette ; les assaillants ont pillé les vivres et mis le feu à 300 abris.

Quatre Ougandais au moins, dont deux policiers, ont été enlevés. Amnesty International s'inquiète pour leur sécurité et demande à la LRA de les libérer immédiatement.

Cette dernière rejette la responsabilité de l'attaque du camp d'Achol Pii sur l'Armée populaire de libération du Soudan (APL), mouvement armé qui lutte depuis des années contre le gouvernement soudanais.

« D'après nos informations, ce démenti n'est tout simplement pas crédible. Ces tueries ont bien été commises par la LRA, de manière délibérée. Elles s'inscrivent dans la continuité des atrocités commises depuis de longues années par la LRA à l'encontre de civils non armés », fait observer Amnesty International.

Le conflit qui déchire le nord de l'Ouganda s'est nettement aggravé depuis cinq mois, le WNBF lançant notamment des incursions sur la rive occidentale du Nil et la LRA des raids dans les districts de Gulu et de Kitgum à l'Est. Ces deux mouvements ont par ailleurs attaqué à plusieurs reprises les membres d'opérations d'aide humanitaire internationales et ougandaises.

Les deux groupes opéreraient à partir de bases établies au Soudan. Amnesty International demande donc aux autorités soudanaises d'intervenir pour empêcher que d'autres atteintes aux droits de l'homme ne soient commises par ces groupes armés. |